

LES
inspirations

ÉCO AFRIQUE

SIB

Attijariwafa cèdera-t-elle à la tentation ?

ANALYSE

Infrastructures. L'Afrique veut rattraper son retard **P. 26**

CAHIER DE L'INTÉGRATION

«B to B in Africa». Trois étapes, trois pays, trois défis différents **P. 27-28**

INTERVIEW

Julien Marcilly, Responsable des Risques Pays, Coface **P. 29**

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Maurice, un îlot de compétitivité **P. 30**



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Leçons brésiliennes

C'est connu de tous, le football est aujourd'hui - et au-delà du jeu - un véritable business. Pourtant, au-delà de ces considérations et des formidables spectacles des matchs sur le terrain et les tribunes, les pays africains ont beaucoup de leçon à tirer de ce mondial brésilien.

En plus d'être un des nouveaux importants partenaires financiers du continent, le Brésil a plusieurs points en commun avec beaucoup de pays africains. Il va sans dire que le train de développement ainsi que les défis socioéconomiques ne se posent pas, ici et là, avec la même ampleur. La nation brésilienne est considérée comme une nation de football, et accueillir la grand-messe internationale du foot dans le pays du roi Pelé a quelque chose de particulier. Pourtant, cela n'a pas empêché les citoyens du pays de se révolter contre la persistance des inégalités sociales dans le pays, alors que des sommes colossales ont été injectées pour la construction des stades et autres infrastructures. Les manifestations assez violentes enregistrées dans plusieurs villes ont fait tache d'huile, pour ce mondial brésilien. Il est grand temps que les retombées socioéconomiques soient effectivement prises en compte lors du lancement des grands projets. ●

L'AFG et BGFIBank scellent un accord

Le groupe BGFIBank vient de signer un partenariat avec le fonds de garantie African Guarantee Fund (AGF) portant sur une ligne de 20 millions de dollars, utilisable sur 5 ans et destinée à garantir le financement des petites et moyennes entreprises. L'African Guarantee Fund lui alloue également une subvention pour financer la formation des entrepreneurs, la création de nouveaux produits destinés aux PME/PMI et l'investissement dans le développement de systèmes d'information spécifiques à leurs besoins. À travers ce partenariat, le groupe BGFIBank se mobilise pour financer le cycle d'exploitation et les projets d'investissements des entrepreneurs. Il souhaite accompagner efficacement ses clients PME/PMI dans leur développement en améliorant leur accès au financement par la mise en place de produits simples, souples et compétitifs dans tout son réseau.

Villes africaines : les mauvais élèves du coût de la vie

Six cités africaines figurent dans le Top 20 des villes les plus chères du monde, selon le baromètre annuel du coût de la vie pour les expatriés publié le 10 juin dernier par le cabinet de consulting ECA International, et dont les résultats ont été repris par plusieurs médias du continent. Luanda arrive en 3e position dans le classement mondial juste derrière Caracas (Venezuela) et Oslo (Norvège), et occupe la tête des villes les plus chères du continent. Juba, la capitale du Soudan du Sud, reste dans le top 10 mondial et arrive en deuxième position, sur le continent. Selon ECA International, les rangs de Luanda et Juba s'expliquent par les «coûts élevés» de leurs importations. Ces deux villes sont talonnées par celles de Brazzaville (Congo), de Libreville (Gabon), de Pointe-Noire (Congo) et



Carlos Lopes,
secrétaire exécutif
de la CEA.

Deux points de croissance

C'est ce que coûterait, chaque année, le déficit infrastructurel à la croissance africaine, selon le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA), Carlos Lopes, de source de presse. Le responsable s'exprimait en marge du sommet du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) sur le financement des infrastructures, tenu en fin de semaine à Dakar.

de Kinshasa (RC Congo). Le classement établi par ECA International se base sur un panier de biens et services couramment utilisés par les expatriés.

Le Sénégal se prépare à émettre un sukuk

Le Sénégal s'apprête à émettre un premier sukuk d'un montant de 100 milliards FCFA, selon des sources de presse locales, reprises par l'agence Ecofin et citant le ministre délégué en charge du Budget, Mouhamadou Makhtar Cissé. Ce dernier serait en déplacement en Arabie saoudite dans le cadre de cette opération. L'objectif est de rencontrer les investisseurs au siège de la Banque islamique de développement (BID), a-t-on ajouté de même source. Le ministre a expliqué que le road-show qu'il mène «montre l'importance que le gouvernement sénégalais accorde à ce projet qui, au-delà du Sénégal, va transformer le marché des capitaux dans la zone de l'UEMOA». Cette première émission d'obligations charia-

compatibles par l'État sénégalais était envisagée depuis 2011.

Infrastructures : le Japon met la main à la pâte

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont signé les 10 et 11 juin à Tokyo un mémorandum d'entente, portant sur le développement des infrastructures et de l'agriculture en Afrique. Les domaines de coopération prioritaires concerneront la mise en œuvre et le suivi du programme d'investissement pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), et en particulier la préparation et l'évaluation des projets», précise le NEPAD dans son communiqué. Le programme PIDA qui vise à interconnecter, intégrer et améliorer les infrastructures sur le continent africain, nécessitera pour sa mise en œuvre, jusqu'en 2040, un financement global estimé à 360 milliards de dollars.

AGENDA

China Africa Investments Meetings : 24 et 25 juin 2014

BMCE Bank et sa filiale Bank of Africa organisent, en partenariat avec la China Africa Joint Chamber of Commerce and Industry - CAJCCI - la première édition des rencontres B to B sur le thème du partenariat «China Africa Investments Meetings». Plus de 250 investisseurs et chefs d'entreprises du Maroc, de Chine et d'Afrique Subsaharienne seront réunis pour échanger et sceller des partenariats dans divers secteurs d'activité d'intérêt commun (automobile, agriculture, énergies renouvelables, tourisme, logistique et infrastructures).

9^e Forum sur le développement en Afrique (ADF-9) : 12-16 octobre 2014.

Le neuvième Forum sur le développement en Afrique (ADF-9) qui a pour thème «Les modes de financement novateurs pour la transformation de l'Afrique», se tiendra à Marrakech, du 12 au 16 octobre 2014. Le forum offrira une plateforme aux parties prenantes africaines de premier plan pour partager des connaissances clés et participer à plus de débats ciblés et approfondis sur les questions relatives aux mécanismes de financement novateurs.

SIB

Attijariwafa cèdera-t-elle à la tentation ?

● L'État ivoirien confirme sa décision de mettre sur le marché ses 49% de participation dans le capital de la Société ivoirienne de banque. Attijariwafa bank, qui en détient déjà les 51% restants, serait intéressée par la reprise de ces parts. Les enjeux en sont la montée dans le capital et le renforcement des ambitions stratégiques du groupe pour ce marché clé.

Au moment où le gouvernement ivoirien vient d'officialiser sa décision de se retirer du tour de table de la Société ivoirienne de banque (SIB), Attijariwafa bank, qui détient 51% de la banque, serait pressentie pour reprendre les participations de l'État ivoirien. Des sources proches du dossier pensent en effet qu'une opération de montée dans le capital est «*tout à fait envisageable*», dans la mesure où elle permettrait au groupe bancaire marocain de consolider sa présence sur le marché ivoirien des secteurs financiers et bancaires. Au moment où nous mettons sous presse, aucune confirmation ne nous était encore parvenue quant à une éventuelle décision de reprise, par la banque marocaine, des actifs de l'État ivoirien. Ce dernier a en effet confirmé en fin de semaine dernière la mise sur le marché de ses 49% de parts dans le capital de la SIB. Cela entre dans le cadre de l'exécution du plan de restructuration du secteur bancaire public adopté par le gouvernement



local au mois de mai dernier. «*La cession des parts détenues par l'État dans cette banque vise à réduire à court terme ses subventions et son endettement afin d'assurer l'équilibre du secteur, la professionnalisation des opérateurs et la redynamisation de l'économie nationale en favorisant le développement de l'entrepreneuriat privé*», selon Affous-

siata Bamba-Lamin, la porte-parole adjointe du gouvernement ivoirien, relayée par la presse internationale. L'État ivoirien compte aussi se désengager de plusieurs autres banques de la place dans lesquelles il détient des participations. Si l'opération de reprise se confirme, la SIB devrait ainsi se retrouver totalement sous la propriété de l'institution fi-

nancière marocaine, et confirmerait logiquement les grandes ambitions déjà annoncées par la banque sur le marché ivoirien, l'un des plus dynamiques de la région ouest-africaine. En février dernier déjà, en effet, en marge de l'étape ivoirienne de la tournée royale dans la région, le groupe marocain concluait six importants accords de partenariat portant sur divers secteurs et activités. Parmi ces derniers figure par exemple celui établi entre Attijariwafa bank et le Fonds africain de garantie pour la mise en place d'une ligne de garantie destinée à financer et à accompagner les petites et

L'État ivoirien compte aussi se désengager de plusieurs autres banques de la place.

moyennes entreprises en Côte d'Ivoire. On peut également y ajouter l'accord scellé avec l'État ivoirien dont l'objet est d'assister ce partenaire «*dans le développement des partenariats publics et privés*». La banque s'investit également dans le financement des infrastructures. Elle accompagnera la réalisation d'un point de débarquement aménagé dans la localité de Locodjoro, via la SIB, en qualité de société délégitaire. Les secteurs des infrastructures portuaires et autoroutières sont également au menu des interventions de la banque sur ce marché phare de la région UEMOA. ●

Retrouvez tous les jeudis
la nouvelle formule en **10 pages**
de notre cahier

PME

Infrastructures

L'Afrique veut rattraper son retard

● Les rideaux sont tombés, dimanche à Dakar, sur le Sommet sur le financement des infrastructures en Afrique. Placée sous le thème «Libérer le potentiel de l'infrastructure de l'Afrique», la rencontre vise à mobiliser les principaux acteurs autour des efforts déployés par l'Union africaine (Ua) et son programme Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) pour accélérer la mise en œuvre de projets régionaux d'infrastructures prioritaires. Retour sur les cinq principaux projets structurels d'infrastructure qui devraient changer la face du continent.

Le projet Ruzizi III

Il s'agit d'une centrale hydroélectrique construite sur le courant d'eau et dotée de trois unités de production d'une capacité totale installée de 147 MW avec trois turbines conçues pour un débit maximum de 50 m³/s, soit un débit total de 150 m³/s pour la centrale dans son ensemble. Le réservoir aura une capacité de stockage d'environ 900.000 m³. Il s'agit là d'une centrale de puissance moyenne, avec les caractéristiques techniques suivantes: un barrage de dérivation, un tunnel de 3,9 kilomètres, une centrale en surface comprenant 3 turbines de type Francis et 220 kilovolts d'interconnexion de type A. Une ligne de transmission de 220 kV de 10 km sera reliée à un poste situé à Kamanyola en RDC. Les trois usines fonctionneront comme une cascade: la même eau s'écoule successivement à travers les turbines de Ruzizi I, II et III. Aval de la centrale, toute l'eau sera retournée à la rivière.

Le port de Dar-es-Salaam

C'est la seconde passerelle portuaire la plus importante pour le commerce régional en Afrique de l'Est, après celle de Mombasa. Il s'occupe de 90% du commerce international de la Tanzanie et d'une part importante du commerce de transbordement de la Zambie, du Malawi, de la RDC, du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda. Après sa privatisation dans les années 1990, le port de Dar-es-Salaam est devenu l'un des ports les plus efficaces en Afrique, mais sa performance s'est détériorée au fil du temps. On estime que les gains d'efficacité reviendraient à 1,8 milliard de dollars par an, si le port de Dar-es-Salaam devenait aussi efficace que celui de Mombasa, le coût total cumulé des retards et des



coûts monétaires supplémentaires s'élèverait à l'équivalent de 22% des taux des droits sur les importations de conteneurs.

Le gazoduc Nigeria-Algérie

Le gaz naturel est en passe d'occuper une place encore plus importante dans l'équilibre énergétique à travers le monde. Grâce à ce gazoduc, l'Afrique peut contribuer au marché mondial à travers une alimentation soutenue et diversifiée de gaz naturel, en particulier en direction de l'Union européenne. Il est prévu que les importations de gaz naturel pourraient atteindre 85% de la consommation de gaz de l'UE d'ici à 2030, soulevant ainsi la question de la disponibilité à long terme des approvisionnements. Le Nigeria a la 7e plus grande réserve de gaz dans le monde et la qualité du gaz nigérian est élevée, riche en liquides et à faible teneur en soufre. En plus de ce qui précède, il existe d'importants avantages économiques locaux.

Modernisation de la ligne ferroviaire Dakar-Bamako

Ce projet fait partie du corridor multimodal Dakar-Niamey, qui est lui-même un élément majeur du plus grand projet Dakar-Bamako-Niamey-Ndjamena-Djibouti du Plan d'action prioritaire du PIDA (PAP). Le projet implique

un investissement dans une nouvelle infrastructure ferroviaire (suivi et matériel roulant), et dans le système de signalisation de la ligne ferroviaire entre le port de Dakar et celui de Bamako. Le chemin de fer à voie métrique existant, construit entre 1907 et 1927, est vétuste et obsolète. Le projet comprend la construction d'une ligne de chemin de fer principale moderne de 1.234 km entre Dakar et Bamako, avec les principaux éperons ferroviaires stratégiques, desservant les zones d'exploitation de minerai de fer près Koudebourou, et les mines de bauxite près de Faléa, au Mali.

Corridor côtier Abidjan-Lagos

Le projet va mettre l'accent sur la modernisation du corridor en Afrique de l'Ouest, et comprend l'élimination de cinq routes liées aux modules de corridor, la modernisation de 384 km d'autoroute, la réhabilitation de 288km de route et la création de quatre postes de guichets uniques. En outre, le projet implique la dualisation du corridor Abidjan-Lagos en une autoroute de 2x3 avec un réseau ferroviaire associé et des technologies TIC pour transformer le corridor côtier transport/commerce en un «corridor smart». La longueur totale de l'autoroute Abidjan-Lagos est de 1.028 km.

Fibre optique terrestre TIC Lusaka-Lilongwe

Le projet de connexion terrestre TIC comprend la clôture des chaînons manquants dans le secteur des TIC afin d'améliorer l'infrastructure d'interconnexion sur le continent et de connecter l'Afrique avec le reste du monde. Le projet Lilongwe-Lusaka est un sous-projet. Étant donné que Zambia's Zesco possède déjà une ligne de fibre venant de la frontière à partir de Lusaka, Malawi Telecommunications Limited (MTL) utilisera le projet zambien comme modèle pour la conception et l'établissement des coûts pour achever un projet TIC similaire au Nord de la Tanzanie. Le projet inclut le creusement de tranchées en général dans un sol tendre dans la réserve de la route à côté de la route principale de Chipata, en posant des pipes, en conduisant les câbles et en remblayant une fois de plus les tranchées. Par conséquent, aucune licence additionnelle n'est nécessaire et aucun impact négatif social ou environnemental n'est prévu.

Corridor de transmission de l'Afrique du Nord

Il s'agit de la construction d'une ligne de transmission de 2.700 kilomètres dotée d'une capacité de 4.500 mégawatts partant du Maroc vers l'Égypte en passant par l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Le projet est composé de plusieurs étapes. L'une des principales est relative au renforcement de 220km d'une capacité de 400 kV tronçon Algérie-Tunisie (162 millions de dollars). D'autres étapes essentielles portent sur le renforcement de 210km d'une capacité de 400 kV tronçon Libye-Tunisie. Cette phase devrait coûter quelque 154 millions de dollars. ●

«B to B in Africa»

Trois étapes, trois pays, trois défis différents

Cotonou ou comment démystifier le marché béninois

97 PME marocaines, dont 75% n'ont jamais exporté au sein de notre continent, ont fait escale dans la capitale économique béninoise, Cotonou. Les rencontres B to B entre chefs d'entreprise marocains et béninois étaient intensives. 250 opérateurs économiques béninois ont pris part aux rencontres, débouchant ainsi sur 800 contacts avec les femmes et hommes d'affaires marocains, soit 25% des 3.200 rendez-vous recensés lors de l'ensemble de la mission commerciale. Toutefois, cette étape a principalement été l'occasion pour les PME marocaines de nouer les premières relations d'échange, et surtout de briser la glace, tout en démystifiant ce marché très peu connu de l'entreprise marocaine. Il faut reconnaître qu'au cours de cette étape, beaucoup de participants attendaient l'escale suivante, Abidjan. «Il est très conseillé de trouver un partenaire local fiable pour exporter ou entreprendre dans un pays comme le Bénin», estime cet industriel marocain, en marge des rencontres d'affaires qui se sont déroulées hier à Cotonou. Si, naturellement, rares ont été les concrétisations, l'ensemble des PME marocaines sont à l'affût de la moindre opportunité. «La forte majorité des entreprises maro-

caines présentes ici avec nous sont des PME dynamiques, ayant montré un intérêt particulier pour l'investissement et le partenariat avec les pays de notre continent en général et le Bénin en particulier», soulignait Mohamed Abbou, ministre délégué en charge du Commerce extérieur, lors de l'ouverture du «Symposium sur les relations économiques Maroc-Bénin». Enfin, l'une des opportunités les plus prometteuses scrutées par les participants marocains est d'exploiter la facilité d'accès au marché nigérian, limitrophe et très difficile à atteindre directement, vu l'instabilité et l'insécurité qui règnent dans ce pays, le plus peuplé d'Afrique.

Abidjan, accompagner le boom des infrastructures

Contrairement à la précédente étape de «B to B in Africa», il n'était plus question de «briser la glace» à Abidjan. Les officiels capitalisent sur la dernière visite royale pour booster les contacts, dans un contexte où les échanges commerciaux bilatéraux se sont accrus de 165% depuis 6 ans, mais les PME marocaines rechignent toujours à l'investissement direct. Dans la capitale ivoirienne, il est clairement question de monter en puissance et de passer aux choses sérieuses. «J'invite les opérateurs ivoiriens et

marocains à être pragmatiques, créatifs et crédibles, en vue de faire naître des projets concrets et rentables», insistait d'ailleurs Mohamed Abbou, qui n'y va pas par quatre chemins pour souligner le défi actuel et futur de la coopération économique entre le royaume du Maroc et la république de Côte d'Ivoire. Ceci-dit, la nouveauté dans ce marché qui commence à jouir d'une stabilité politique relative, est la démultiplication des projets d'infrastructures, qui se chiffrent en milliards de dollars. La rencontre de la délégation marocaine avec Daniel Kablan Duncan, Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire a été l'occasion pour ce dernier de lister une multitude de projets de développement, auxquels les Marocains pourraient prendre part. Infrastructure routière et autoroutière, ouvrages d'art, unités de transformation de cacao et de noix d'acajou, partenariats dans le textile pour la valorisation du coton ou encore l'installation de 7.000 km de fibre optique, autant de commandes publiques et autant d'appels d'offres à suivre de près, dans des domaines très variés. Si la concurrence est effectivement très rude, notamment face aux Turcs et aux Chinois, les opérateurs marocains ont là de vraies opportunités à saisir.

Dakar, capitaliser sur une proximité encore sous exploitée

Avec 500 opérateurs locaux ayant répondu présents et 1.280 rendez-vous d'affaires entre entrepreneurs marocains et sénégalais, l'étape de Dakar a été la plus intense pour les participants à la mission commerciale «B to B in Africa», devant Abidjan où 1.120 contacts d'affaires ont eu lieu. À l'unanimité, les participants se sont sentis «comme chez eux» et le «courant commercial et entrepreneurial» est particulièrement bien passé. Les secteurs de l'agroalimentaire, de l'électricité, des BTP et IMME se sont mis en avant lors des rencontres B to B, toutefois, l'agroalimentaire occupe la position. Il faut dire que les entreprises de l'agro-industrie ont été les plus représentées parmi la délégation marocaine avec près de la moitié des 97 entreprises participantes. Officiels et opérateurs ont déploré l'insuffisance de la concrétisation des relations commerciales, au vu de «l'excellence des relations qui lient les deux pays». Par ailleurs, c'est «une évolution naturelle», rétorquent les plus optimistes. Les perspectives commerciales sont effectivement très prometteuses. «La concrétisation des relations commerciales et des projets de développement des entreprises marocaines peut se réaliser à court terme, dans un horizon de 3 à 6 mois», estiment les managers de Maroc Export. «Toutefois, un travail de suivi de l'ensemble des réalisations est indispensable pour mener à bout l'ensemble de ces résultats», tempèrent-ils. La démarche est générale : se rencontrer, se faire confiance et ensuite passer aux choses sérieuses par l'échange de correspondances et l'organisation de rencontres bilatérales. ●

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank



RACHID AGOUMI

DG en charge de la Banque de l'entreprise et de l'international à la BCP

«Il faut que les entreprises marocaines s'intègrent localement»

Les ÉCO : Cette édition de la mission «B to B in Africa» est-elle une initiative isolée ou une première ?

Rachid Agoumi : Avec Maroc Export, on s'est dit que l'on renouvelerait cette expérience au moins une fois par an, si ce n'est deux fois, en changeant de pays ciblés sur le continent africain. Maintenant, «B to B in Africa» est une marque déposée.

Votre filiale, Banque Atlan-

tique, est présente dans les trois pays ciblés par la mission. Quelle est la structure de la demande bancaire dans lesdits pays ?

Aujourd'hui, la demande de la clientèle entreprise de la Banque Atlantique est essentiellement axée sur le «trade» international, puisque ce sont des pays où il y a énormément de richesses qui sont souvent exportées en l'état et non transformées. En contrepartie, le besoin

est grand en importations, notamment pour des denrées alimentaires qui ne sont pas disponibles localement. Donc, forcément, en l'absence d'une industrie intégrée localement, le commerce primera. D'ailleurs, l'objectif de ces rencontres d'affaires est d'essayer de développer des industries locales en partenariat avec les entreprises marocaines.

Quels sont globalement les

retours que vous avez eus des participants?

Je pense que, pour les entreprises marocaines, c'est une expérience extraordinaire que de rencontrer en une semaine les entreprises de trois pays. Les contacts sont particulièrement intéressants.

Mais quelques entreprises évoquent la limite posée par la petite taille de certains marchés...

Effectivement, si c'est seulement pour expédier de la marchandise, la taille est une limite. Cependant, l'objectif à terme est d'investir soit de manière directe, soit de manière indirecte. Plus il y aura d'intégration locale, plus le marché deviendra intéressant pour les entreprises qui se sont positionnées. De plus, s'introduire dans ces pays ne signifie pas seulement avoir accès au marché local, mais d'être à portée de tous les marchés de la région. Par exemple,

«Avec Maroc Export, on s'est dit que l'on renouvelerait cette expérience au moins une fois par an».

le marché béninois a une taille plutôt modeste, mais la position du pays donne la possibilité aux entreprises d'avoir accès à tout un ensemble de pays, comme le Ghana ou même le Nigeria qui est limitrophe.

Retrouvez tous les lundis la nouvelle formule en **10 pages** de notre cahier

Épargne & investissement



JULIEN

MARCILLY

Responsable des Risques Pays, Coface

La croissance devrait s'accélérer en Afrique

● Toutefois, les économies africaines restent tributaires de leurs exportations en produits de base.

Les ÉCO : Le ralentissement de la croissance dans les pays émergents constitue-t-il un risque réel pour le continent ?

Julien Marcilly : Nous observons en effet un réel ralentissement structurel de la croissance dans les pays émergents, en particulier en Chine, au Brésil et en Inde. Ceci dit, la situation est encore loin d'être catastrophique. Le taux de croissance de la Chine devrait rester proche de 7% cette année et pour 2014. Cela reste une croissance très forte. Ceci étant, il est vrai que cela pourrait avoir un impact sur les économies africaines, notamment dans les pays exportateurs de matières premières dont la Chine est devenue l'un des principaux clients. C'est le cas pour des pays comme l'Angola, l'Afrique du Sud et la RDC. Ces pays sont les plus susceptibles de souffrir du ralentissement de la croissance en Chine. Au-delà, à moyen terme, les autres pays exportateurs de matières premières et qui concentrent leurs exportations vers l'Europe pourraient

également subir cette situation via les effets produits sur les cours de certaines matières premières comme le pétrole et le gaz.

Cela soulève la nécessité de la transformation structurelle. À quels niveaux cette transformation devrait-elle s'opérer ?

Traditionnellement, la plupart des économies africaines restent tributaires de leurs exportations en produits de base. La tendance est que, en dépit de cette forte et dangereuse dépendance, on constate aujourd'hui des signes d'émergence dans ces pays à travers une consommation intérieure de plus en plus dynamique et des secteurs des services de plus en plus performants, comme c'est le cas au Kenya, au Ghana et au Nigeria. Tout cela montre en effet une tendance de croissance de plus en plus entretenue, davantage diversifiée, et un peu moins dépendante des conditions extérieures. C'est justement vers cela qu'il faudrait aller et cette tendance est de plus en

plus perceptible sur le continent.

On parle aussi, très souvent, des risques politiques. Comment en appréciez-vous les évolutions récentes ?

Lorsque l'on compare la situation actuelle à celle de la dernière décennie, la situation est devenue nettement meilleure. On se rend compte en effet qu'il y a beaucoup moins de fréquence de foyers de tensions qu'il y en avait il y a encore quelques années. L'instabilité reste tout de même un des principaux freins à l'attractivité du continent, en dépit de ces améliorations. Dans notre classement des économies africaines, une bonne partie d'entre elles ont des évaluations relativement élevées. Malgré les tendances économiques qui sont très bonnes sur l'ensemble du continent, nous restons tout de même prudents quant aux risques pays et à leurs évolutions, aussi bien en raison de ces risques politiques que du climat des affaires qui souffre encore de

lacunes en termes, notamment, d'infrastructures, de qualité des services publics, mais aussi de corruption.

Est-ce que les perceptions des investisseurs étrangers sur le continent ont changé ?

Je pense qu'il faut vraiment avoir en tête cette double perspective: la multiplication des opportunités, combinée à la prévalence de risques élevés.

La croissance africaine est encore peu inclusive. Il est certain qu'il y a encore des défis à ce propos...

Certes, mais nous percevons quelques signes positifs, comme je viens de vous l'expliquer. Si je prends l'exemple du Kenya, on constate en effet de plus en plus de secteurs performants notamment en matière de télécoms ou de services financiers. Cela montre qu'il y a en effet, dans certains pays, un processus de diversification en cours. Mais, encore une fois, il faut que cela se matérialise par d'autres progrès notamment infrastructurels, et en termes de développement socio-économique et de réduction de la pauvreté. Ceux-ci constituent des défis importants pour les années à venir.

La dynamique africaine est-elle seulement cyclique ? Ne se dirige-t-on pas droit vers l'essoufflement ?

Il serait, à cet égard, très intéressant de comparer la dynamique de croissance en Afrique et celle dans les pays émergents. Au niveau des économies émergentes, nous constatons en effet un certain ralentissement, ce qui n'est pas le cas pour l'Afrique dont la croissance devrait s'accélérer cette année. Cela est dû à de bonnes et à de mauvaises raisons. La principale d'entre elles est que le continent est en retard dans son processus de développement économique, ce qui fait qu'il ne souffre pas des problèmes dont souffrent aujourd'hui les pays émergents. Les perspectives de croissance restent bonnes pour le continent à court et moyen termes.

●●●
Le climat des affaires souffre encore de lacunes en matière d'infrastructures, de qualité de services publics et aussi de corruption.

Maurice, un îlot de compétitivité

● Les services financiers, le tourisme et les industries du textile et du sucre sont les principaux secteurs soutenant la croissance de l'archipel. La croissance mauricienne devrait repartir de plus belle en 2014 après 2 ans de léger ralentissement. Coface prévoit un taux de 4,4%.

En dépit d'un léger ralentissement observé ces dernières années, l'économie mauricienne devrait repartir sur une nouvelle dynamique à partir de l'année prochaine. Les prévisions de Coface avancent une croissance de 4,4% pour cette économie insulaire, devenue en quelques années l'une des plus attractives du continent en termes de climat des affaires. «*La reprise sera d'autant plus forte que la situation économique de l'Europe, son principal partenaire commercial, s'améliore progressivement*», projettent les économistes de l'assureur-risque. Quatre secteurs phares devraient conduire cette dynamique. Il s'agit notamment des secteurs touristique, du textile, de l'industrie sucrière et des services financiers. Ce dernier secteur, en particulier, devrait continuer à être le moteur de la croissance durant l'année 2014. «*Les recettes du secteur touristique devraient pourtant stagner en 2014, l'activité étant très largement dépendante des Européens (qui représentent 50% des visiteurs), dont le pouvoir d'achat restera contraint par la faiblesse de la reprise économique*», relève-t-on auprès des experts de Coface. L'augmentation des dessertes aériennes et la hausse des arrivées, notamment en provenance du marché chinois, devraient également favoriser le secteur, mais ne suffirait pas à contrecarrer la baisse de performance du secteur. Quant à l'activité de l'industrie sucrière locale, elle devrait poursuivre sa reprise entamée en 2013. L'activité du secteur de



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES (EN %)

	2011	2012	2013	2014
Croissance	3,8	3,3	3,4	4,4
Inflation	6,5	2,9	4,7	4,7
Solde budgétaire	-3,2	-1,8	-1,7	-1,6
Solde courant	-13,3	-10,2	-9,9	-9,1
Dettes publiques	51,0	50,3	50,5	50,6

SOURCE : COFACE

la construction, quant à elle, devrait se contracter suite à la faiblesse de l'investissement privé

Le système bancaire mauricien est stable car il est bien capitalisé.

ainsi qu'aux retards observés dans la mise en place du programme de décongestionnement des routes. Afin de suppor-

ter la demande interne et d'améliorer la qualité des infrastructures, le gouvernement devrait poursuivre les politiques d'investissement entamées en 2013. Le «*Road Decongestion Programme*», dont le but est d'améliorer la qualité des infrastructures, se poursuivra en 2014. D'autres programmes ont aussi été mis en place par le gouvernement actuel. Les infrastructures portuaires, par exemple, devraient être améliorées grâce à la mise en place d'un nouveau programme, «*Ocean Economic Strategy*». Quant au secteur des

FICHE PAYS MAURICE

Taille
1,302 millions de consommateurs potentiels (2011)

Monnaie
roupie mauricienne

PIB
11,8 milliards de dollars

Croissance PIB
3,4 en 2013, 4,4% en 2014 (prévisions)

Doing Business 2014 :
20e mondial sur 189 pays (20e au DB2015)

échanges, la baisse du déficit commercial relevé en 2013 devrait se poursuivre l'année prochaine. La reprise du marché européen, qui concentre 2/3 des exportations du pays, devrait en être le principal facteur. La stagnation des prix énergétiques, principal poste des importations, ainsi que la contraction des importations de machines et de matériels de transport, ont contribué au redressement du solde. Le déficit courant continuera à être financé par des flux d'investissement élevés et en constante augmentation, surtout dans l'immobilier et la construction, ainsi que dans les services financiers provenant majoritairement de France, du Royaume-Uni et d'Afrique du Sud. Les investissements directs en provenance d'Asie représentent 1/4 des investissements directs totaux, avec un poids important des investissements chinois. Les dépôts des non-résidents attirés par le rôle de plaque tournante de l'île constituent une ressource supplémentaire de financement. Le système bancaire mauricien est stable car bien capitalisé et profitable et ceci malgré l'augmentation de l'exposition des banques au secteur de la construction. ●

Risque pays

La stabilité politique devrait perdurer : Au pouvoir depuis 2010, le Premier ministre Navinchandra Ramgoolam, à la tête de la coalition «*Alliance pour l'avenir*» (composée du Parti travailliste, du Parti mauricien social démocrate et du Mouvement rodriguais), se maintiendra au pouvoir jusqu'aux prochaines élections de 2015. Cependant, la faible majorité parlementaire du parti au pouvoir ralentira fortement la mise en place des réformes. L'île Maurice possède par ailleurs l'une des gouvernances les plus efficaces du continent selon le classement de la Banque mondiale, notamment en ce qui concerne le contrôle de la corruption, l'efficacité gouvernementale, ainsi que la qualité des réglementations.



BILLET

Thierry Ekouti,

Dir. pub - Le Quotidien de l'Économie (Cameroun)

La fin de l'opium

S'il y a une leçon qu'il faut déjà retenir de la Coupe du monde de football, c'est que le sport ne saurait être éternellement utilisé comme l'opium du peuple. De faits, les mouvements d'humeur des Brésiliens depuis plusieurs mois n'ont échappé à personne. On dirait que ces populations ont soudain compris que les nombreuses victoires de la «Seleção» n'ont rien changé à leur quotidien difficile. Et surtout, leurs cheveux se sont dressés face aux sommes astronomiques (un peu moins de 6.000 milliards de FCFA) mobilisées pour organiser cette compétition. Alors que dans le même temps, ils manquent d'eau dans les villes et ont un accès plutôt incertain aux soins de santé. Ainsi, les Brésiliens que le football, comme n'importe quelle autre discipline sportive, n'est qu'un jeu. Pour preuve, même les lourds investissements consentis jusqu'ici n'ont guère d'impact sur la croissance du pays. Tous calculs faits, il apparaît que les retombées attendues de ces dépenses ostentatoires pour le pays de la samba sont de 0,4 % de croissance par an jusqu'en 2019. Bien maigre récolte ! Ce qui vaut pour le Brésil vaut aussi pour tous les pays africains, dont les dirigeants ont coutume de récupérer les succès de leur équipe nationale pour masquer leurs manquements sur le plan de l'amélioration des conditions de vie des populations. La Coupe du monde 2014 au Brésil montre bien qu'il arrive un moment où les joies et l'émotion que provoque le football ne suffisent plus à calmer une population qui a faim, qui a soif, qui est malade, qui est mal logée, qui n'a pas d'électricité. ●

Camair-CO en zone de turbulence

● La compagnie camerounaise de transport aérien vient de voir l'un des trois avions de sa flotte mis sous scellés à Paris par son propriétaire, pour loyers impayés.

Depuis le 7 juin, la compagnie aérienne camerounaise, Camair-CO, n'utilise que deux des trois aéronefs qui composent sa flotte. La faute à Aviation Capital Group (ACG), l'entreprise américaine qui est propriétaire de l'un des deux Boeing 737 que la compagnie exploite en location depuis son lancement en mars 2011. Pour justifier cette saisie, l'entreprise américaine évoque des arriérés de frais de location qui s'élèveraient à environ 700 millions de FCFA, soit environ 1,4 million de dollars. C'est une dette que conteste la direction générale de la compagnie camerounaise. Dans une interview publiée par le quotidien public Cameroon Tribune dans son édition du 9 juin dernier, Frédéric Mbotto Edimo, son directeur général se montre en effet très remonté. «*Cette saisie n'est pas fondée, dit-il. Camair-CO est en affaire depuis 2011 avec ACG. Elle a toujours payé ses loyers. Camair-CO a garanti cette location avec quelque 3 milliards de FCFA (6 millions de dollars, NDLR). Sans compter les réserves de maintenance que nous avons supportées en lieu et place d'ACG. Nous estimons donc qu'ACG ne pouvait pas venir saisir cet avion, sans même au préalable informer le directeur général de Camair-CO*». La mise sous scellés de cet aéronef survient au moment où Camair-CO n'exploitait que deux avions, deux Boeing 737. Son troisième appareil, un Boeing 767, étant en pleine révision dans les ateliers d'Ethiopian Airlines. Celui-ci est cependant retourné au Cameroun dès le mardi 10 juin, mais personne ne sait si ce retour à la maison du plus gros appareil du transporteur a été précipité ou non par la saisie du Boeing 737 dans la capitale française. Bien entendu, les dirigeants de la compagnie ne se sont pas contentés de dénoncer l'acte de leur partenaire d'affaires. «*Nous avons saisi la justice américaine, confie Frédéric Mbotto Edimo. Nous avons également*



● Des pourparlers seraient en cours pour régler le différent entre la compagnie camerounaise et l'entreprise américaine, Aviation Capital Group.

pris un avocat à Paris qui est en train de tout faire pour qu'on lève la saisie et que l'avion nous revienne». L'intéressé indique que le conseil d'administration de la compagnie et l'État du Cameroun vont envisager la suite à donner aux relations avec ACG. «*Il y a d'autres compagnies qui louent des avions*», martèle-t-il dans les colonnes de Cameroon-Tribune. Pourtant, Le Quoti-

La compagnie affiche des arriérés de loyers équivalents à 1,4 million de dollars.

dien de l'Économie, un journal privé du pays, indique dans son édition du jeudi 12 juin dernier que la compagnie a finalement payé la somme réclamée par ACG et des pourparlers seraient en cours entre les deux parties pour régler différemment le différend. En attendant le retour de cet avion dans sa flotte, Camair-CO a trouvé un accord avec la compagnie belge SN Brussels, pour que cette dernière assure le transport de ses passagers

entre le Cameroun et Paris. Créée en 2005 sur les cendres de la Camair, Camair-CO n'a commencé ses activités qu'en mars 2011. Mais sa jeune histoire est déjà riche en crises. En 2012, l'un de ses avions a manqué de justesse d'être bloqué à l'aéroport de Ndjamena pour non-paiement des redevances aéroportuaires. En 2013, c'est le ministre des Transports qui confiait que la compagnie était «très endettée». Ces ennuis ont vu se succéder à sa tête trois directeurs généraux en l'espace de trois ans. Il y a eu les Néerlandais Alex Van Elk, puis Matthijs Boertien et maintenant le Camerounais Frédéric Mbotto Edimo. En poste depuis l'année dernière seulement, celui-ci n'a pas encore trouvé la bonne formule pour sortir l'entreprise de ce mauvais cycle. Il a certes soumis au gouvernement un plan de redressement qui a été accepté. Mais, le transporteur continue de vivre des subventions de l'État du Cameroun, à raison de 1,5 milliard de FCFA (3 millions de dollars) par mois. Toutefois, il est confiant : «*Beaucoup de désagréments seront évités dès que le plan de redressement sera mis en œuvre...*». ●

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun